

Canada, les plus fortes contributions sont allées jusqu'ici à Ceylan, à l'Inde, à la Grande Malaisie et au Pakistan. L'apport du Canada consiste surtout en aide directe à diverses entreprises de mise en valeur, notamment du matériel destiné à des aménagements d'irrigation et de production d'électricité, des centrales d'énergie, des entreprises de construction et de pêche et des relevés des ressources, du matériel d'hôpital et des appareils de cobaltothérapie, ainsi que du matériel didactique et de laboratoire, et des livres. Cet apport comprend également des dons de matières premières, de denrées et d'aliments (métaux industriels, amiante, engrais, blé, farine de blé et beurre) que les gouvernements bénéficiaires ont pu vendre pour se procurer les sommes nécessaires aux dépenses locales afférentes aux programmes de mise en valeur économique.

Jusqu'en mars 1966, le Canada avait accueilli, dans le cadre du Programme d'assistance technique, plus de 3,500 ressortissants de divers pays de la région du Plan pour leur donner une formation dans une grande variété de domaines dont les principaux sont les suivants: administration publique et finances, agriculture, coopératives, génie, mines et géologie, statistique, enseignement de l'hygiène et bien-être social. Plus de 375 spécialistes canadiens avaient été envoyés dans les pays du Plan de Colombo pour y travailler dans divers domaines (pêcheries, agriculture, génie, mines et prospection, coopératives, administration publique, enseignement, formation professionnelle et santé publique). D'autres spécialistes canadiens avaient fait partie d'équipes chargées de procéder aux relevés aériens des ressources naturelles ainsi qu'à l'installation et à l'exploitation du matériel de production.

**Programme des Antilles du Commonwealth.**—En 1958, au moment de la formation de la Fédération des Antilles, le Canada s'est engagé à lui fournir pendant cinq ans de l'aide économique et de l'assistance technique pour une valeur de 10 millions de dollars. Après la dissolution de la Fédération en 1962, on a décidé de continuer l'aide financière aux pays constitutifs de la Fédération (c.-à-d. Jamaïque, Trinité et Tobago, Barbade, îles Sous-le-Vent et îles du Vent, Guyane britannique et Honduras britannique). Depuis lors le Canada a mis à la disposition de la région une somme totale de \$21,180,000 en prêts et en subventions, y compris 10 millions en vertu du programme de 1965-1966.

En vertu de ce programme, le Canada a fourni deux navires mixtes, pour le transport entre les îles, un quai en eau profonde à Saint-Vincent, une résidence à l'Université des Antilles à la Trinité, des installations de manutention dans cinq ports, et, à diverses petites îles, des écoles, des entrepôts et des installations d'eau douce. Les projets en voie de réalisation comprennent un levé aérien de la Trinité, un plan pour accroître et améliorer les troupeaux laitiers de cette île, l'aménagement d'écoles rurales, de résidences pour le personnel enseignant et d'un réseau d'égout à la Jamaïque, une conserverie de poisson préfabriquée, et la construction d'un pont au Honduras britannique.

Une assistance technique appréciable a également été fournie. Au cours de l'année terminée le 31 mars 1966, des cours de formation avaient été organisés et offerts, au Canada, à 431 étudiants des Antilles du Commonwealth, dans les domaines de l'agriculture, du génie, des pêcheries, de la sylviculture, de la médecine et de l'administration publique. En outre, 130 Canadiens, dont des enseignants, des pédologues et des conseillers en statistique, rédaction de lois, logement, cinéma, radiodiffusion, service postal, affaires indiennes, enseignement technique et administration portuaire, ont été envoyés aux Antilles du Commonwealth.

**Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth.**—A l'automne de 1960, le gouvernement canadien s'est engagé, sous réserve d'approbation du Parlement, à contribuer pour \$10,500,000 à un programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth, pendant une période triennale à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961. Le programme, connu sous le sigle SCAAP, a été lancé à la suite des débats qui ont eu lieu lors de la réunion des premiers ministres du Commonwealth en 1960. Le SCAAP est, à peu de chose près, la contrepartie pour l'Afrique de ce qu'est pour l'Asie le Plan de Colombo, bien qu'il soit strictement une institution du Commonwealth. Les principaux contributeurs sont la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; parmi les plus récents membres du Common-